

Assemblée législative de l'Ontario

Government Publications

2ND SESSION, 41st LEGISLATURE, ONTARIO 66 ELIZABETH II, 2017

Bill 94

An Act to amend the Highway Traffic Act with respect to evidence obtained from school bus camera systems

Mr. R. Nicholls

Private Member's Bill



1st Reading February 21, 2017

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent





EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act* to add a new Part respecting school bus camera systems. Subsections 175 (11) and (12) of the *Highway Traffic Act* set out certain requirements that apply when a vehicle encounters a school bus on a highway. The new Part provides that a photograph or video of a vehicle obtained from a school bus camera system may be received as evidence in a proceeding under the *Provincial Offences Act* respecting an alleged offence under subsection 175 (11) or (12).

An Act to amend the Highway Traffic Act with respect to evidence obtained from school bus camera systems

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1 The Highway Traffic Act is amended by adding the following Part:

PART XIV.3 SCHOOL BUS CAMERA SYSTEM EVIDENCE

School bus camera system evidence

205.26 (1) Subject to subsection (2), a photograph or video obtained through the use of a school bus camera system shall be received in evidence in a proceeding under the *Provincial Offences Act* respecting an alleged offence under subsection 175 (11) or (12) of the *Highway Traffic Act*.

Conditions

(2) The photograph or video must comply with the requirements of the regulations made under clause (7) (b).

Certification of photograph or video

(3) A photograph or video that purports to be certified by a provincial offences officer as having been obtained through the use of a school bus camera system shall be received in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the photograph or video was obtained through the use of a school bus camera system.

Use at trial

- (4) In the absence of evidence to the contrary, a photograph or video of a vehicle obtained through the use of a school bus camera system is proof that information shown or superimposed on the photograph or video that was authorized or required by a regulation made under clause (7) (b) is true, and that,
 - (a) the vehicle and its driver did not stop before reaching the school bus and the vehicle and its driver proceeded before the bus moved or the overhead red signal-lights stopped flashing, contrary to subsection 175 (11); or
 - (b) the vehicle and its driver did not stop at least 20 metres before reaching the school bus and the vehicle and its driver proceeded before the bus moved or the overhead red signal-lights stopped flashing, contrary to subsection 175 (12).

Conviction

(5) No person who has entered a plea of not guilty at trial shall be convicted of an offence on the basis of a photograph or video obtained through the use of a school bus camera system unless the photograph or video is tendered in evidence at trial.

Procedure, rules of evidence

(6) Sections 205.16 to 205.24 apply, with necessary modifications, to proceedings based on evidence obtained through the use of a school bus camera system, and, for that purpose, references to subsection 144 (18) shall be read as references to subsections 175 (11) and (12).

Regulations

- (7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
 - (a) defining "photograph" and "video" for the purposes of this Part;
 - (b) governing the form and content of photographs and videos for the purposes of subsection (2), including information that may be or must be shown or superimposed on the photographs or videos, and prescribing a system of codes, symbols or abbreviations that may be used to convey the information;
 - (c) prescribing what constitutes a school bus camera system;
 - (d) governing the filing of photographs and videos in court for the purposes of this Part;
 - (e) governing the service of offence notices issued in proceedings based on evidence obtained through the use of school bus camera systems, including deeming service to have been effected on a date determined in accordance with the regulations;

- (f) prescribing what constitutes evidence of ownership of a vehicle or evidence of the identity of a driver for purposes of this Part;
- (g) prescribing the form of certificate that a conviction has been struck out.

Commencement

2 This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3 The short title of this Act is the Highway Traffic Amendment Act (School Bus Camera Systems), 2017.

- c) prescrire en quoi consiste un système photographique relié à un autobus scolaire;
- d) régir le dépôt des photographies et des enregistrements vidéo au tribunal pour l'application de la présente partie;
- e) régir la signification des avis d'infraction délivrés dans des instances fondées sur une preuve obtenue au moyen de systèmes photographiques reliés aux autobus scolaires, y compris déclarer que la signification est réputée avoir été effectuée à une date fixée conformément aux règlements;
- f) prescrire en quoi consiste une preuve du titre de propriété d'un véhicule ou une preuve de l'identité d'un conducteur pour l'application de la présente partie;
- g) prescrire le formulaire du certificat d'annulation d'une déclaration de culpabilité.

Entrée en vigueur

2 La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé de la présente loi est Loi de 2017 modifiant le Code de la route (systèmes photographiques reliés aux autobus scolaires).

Projet de loi 94

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne la preuve obtenue au moyen des systèmes photographiques reliés aux autobus scolaires

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

I Le Code de la route est modifié par adjonction de la partie suivante:

PREUVE AU MOYEN D'UN SYSTÈME PHOTOGRAPHIQUE RELIÉ AUX AUTOBUS SCOLAIRES

Preuve au moyen d'un système photographique relié aux autobus scolaires

205.26 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la photographie ou l'enregistrement vidéo obtenu au moyen d'un système photographique relié à un autobus scolaire est reçu en preuve dans une instance introduite en vertu de la Loi sur les infractions provinciales à l'égard d'une infraction prétendue au paragraphe 175 (11) ou (12) du Code de la route.

(2) La photographie ou l'enregistrement vidéo doit être conforme aux exigences des règlements pris en vertu de l'alinéa (7)

Certification de la photographie ou de l'enregistrement vidéo

(3) La photographie ou l'enregistrement vidéo qui se présente comme étant certifié par un agent des infractions provinciales qui atteste qu'il a été obtenu au moyen d'un système photographique relié à un autobus scolaire est reçu en preuve et fait foi, en l'absence de preuve contraire, de l'obtention de la photographie ou de l'enregistrement vidéo par un tel moyen.

Utilisation lors du procès (4) En l'absence de preuve contraire, la photographie ou l'enregistrement vidéo d'un véhicule obtenu au moyen d'un système photographique relié à un autobus scolaire constitue la preuve que les renseignements montrés ou indiqués par surimpression sur la photographie ou l'enregistrement vidéo qu'un règlement pris en vertu de l'alinéa (7) b) a autorisés ou exigés sont véridiques et que, selon le cas :

a) le véhicule et son conducteur ne se sont pas arrêtés avant d'atteindre l'autobus scolaire et le véhicule et son conducteur sont repartis avant que l'autobus scolaire soit reparti ou que ses feux rouges supérieurs aient cessé de clignoter, en contravention au paragraphe 175 (11);

b) le véhicule et son conducteur ne se sont pas arrêtés à 20 mètres au moins derrière l'autobus scolaire et le véhicule et son conducteur sont repartis avant que l'autobus scolaire soit reparti ou que ses feux rouges supérieurs aient cessé de clignoter, en contravention au paragraphe 175 (12).

Déclaration de culpabilité

(5) Quiconque a inscrit un plaidoyer de non-culpabilité lors d'un procès ne doit pas être déclaré coupable d'une infraction, à partir d'une photographie ou d'un enregistrement vidéo ne soit présenté en preuve au procès. scolaire, à moins que la photographie ou l'enregistrement vidéo ne soit présenté en preuve au procès.

Procédure : règles de preuve

(6) Les articles 205.16 à 205.24 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux instances fondées sur les preuves obtenues au moyen d'un système photographique relié à un autobus scolaire, et, à cette fin, les mentions du paragraphe 144 (18) valent mention des paragraphes 175 (11) et (12).

Règlements

Conditions

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) definir «photographie» et «enregistrement vidéo» pour l'application de la présente partie;
- b) régir la forme et le contenu des photographies et des enregistrements vidéo pour l'application du paragraphe (2),
 photographies ou les enregistrements vidéo, et prescrire un système de codes, de symboles ou d'abréviations qui peut être utilisé pour présenter les renseignements;

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le Code de la route pour ajouter une nouvelle partie concernant les systèmes photographiques reliés aux autobus scolaires. Les paragraphes 175 (11) et (12) du Code de la route énoncent un certain nombre d'obligations applicables lorsqu'un véhicule rencontre un autobus scolaire sur une voie publique. La nouvelle partie prévoit que la photographie ou l'enregistrement vidéo d'un véhicule obtenu au moyen d'un système photographique relié à un autobus scolaire peut être reçu en preuve dans une instance introduite en vertu de la Loi sur les infractions prévoire que la localité d'une infraction prétendue au paragraphe 175 (11) ou (12).

Assemblée législative de l'Ontario



Legislative Assembly ointario

2° SESSION, 41° LÉGISLATURE, ONTARIO

Projet de loi 94

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne la preuve obtenue au moyen des systèmes photographiques reliés aux autobus scolaires

M. R. Vicholls

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 février 2017

2° lecture

3° lecture

Sanction royale



